

Montréal
Québec
Toronto
Ottawa
Edmonton
Philadelphie
Denver
Tampa



Perceptions du grand public par rapport au gouvernement actuel et certains enjeux liés aux entreprises

13574-008
Novembre 2009

Contexte et méthodologie

- Léger Marketing a été mandatée par le Conseil du patronat du Québec pour réaliser une étude auprès de la population québécoise afin d'évaluer ses perceptions par rapport au gouvernement actuel et certains enjeux liés aux entreprises. Plus précisément, les principaux objectifs de l'étude étaient de connaître :
 - L'évaluation de la performance du gouvernement du Québec en ce qui a trait à différents enjeux (développement des entreprises, éducation et finances publiques);
 - La perception du parti provincial au Québec le plus susceptible de répondre à différents enjeux (développement des entreprises, éducation et secteur de la construction);
 - La perception des Québécois quant aux cotisations gouvernementales prélevées sur les salaires des travailleurs;
 - Les causes perçues du coût élevé des chantiers de construction au Québec;
 - L'approche à privilégier par le gouvernement pour réduire le déficit;
 - Le degré d'accord avec la nécessité du gouvernement à réduire les dépenses gouvernementales lors de nouvelles initiatives.

- Pour ce faire, un sondage web a été réalisé du 16 au 18 novembre 2009 auprès d'un échantillon représentatif de 1004 Québécois(es), âgé(e)s de 18 ans ou plus et pouvant s'exprimer en français ou en anglais.

- À l'aide des données de Statistique Canada, les résultats ont été pondérés selon le sexe, l'âge, les régions, la langue parlée à la maison, la scolarité et la présence d'enfants dans le ménage afin de rendre l'échantillon représentatif de l'ensemble de la population à l'étude. Un échantillon probabiliste de cette taille présenterait une marge d'erreur maximale de $\pm 3,09\%$, 19 fois sur 20.

Notes :

- Les chiffres présentés dans ce rapport étant arrondis, les sommes dans les graphiques et tableaux (basées sur les chiffres réels avant arrondissement) peuvent ne pas correspondre à l'addition manuelle des nombres arrondis.
- Les résultats présentant des différences statistiquement significatives sont indiqués à la suite de la présentation des résultats globaux.

Conclusions stratégiques

1. De façon générale, les Québécois **évaluent assez piètrement la performance du gouvernement du Québec** en lui attribuant une note moyenne de :
 - **4,9 sur 10** en ce qui a trait à favoriser le développement des entreprises pour faire à la concurrence mondiale;
 - **4,3 sur 10** quant à l'amélioration du système d'éducation et d'enseignement supérieur québécois afin de développer une main-d'œuvre de qualité;
 - **4,2 sur 10** quant à la gestion des finances publiques.Tel que cela est habituellement le cas, ce sont les jeunes qui sont les plus critiques envers le gouvernement.
2. Malgré les faibles scores accordés au gouvernement en place (le Parti libéral du Québec), la perception générale des Québécois quant aux **partis provinciaux les plus susceptibles de faire avancer ces dossiers** est souvent divisée entre le Parti libéral du Québec et le Parti québécois :
 - Le **Parti libéral du Québec** (35%) et le **Parti québécois** (31%) pour favoriser le développement des entreprises pour faire face à la concurrence mondiale;
 - Le **Parti québécois** (33%) et le **Parti libéral du Québec** (30%) afin de prendre les décisions nécessaires pour améliorer la situation de l'industrie de la construction.
 - Le **Parti québécois** (35%) obtient une avance sur le **Parti libéral du Québec** (25%) quant à l'amélioration du système d'éducation et d'enseignement supérieur québécois afin de développer une main-d'œuvre de qualité;
3. En ce qui a trait aux cotisations gouvernementales prélevées sur les salaires des travailleurs, plus de la moitié (53%) des répondants sont d'avis que le gouvernement du Québec devrait **diminuer les cotisations en réexaminant la structure de ces programmes**.
4. Les Québécois sont d'avis que les chantiers de construction coûtent plus chers au Québec qu'ailleurs qu'en raison des **fraudes** (27%), du **contrôle des syndicats sur la main-d'œuvre du secteur de la construction** (23%) et des **mauvaises procédures d'appels d'offre** (22%).
5. Afin de réduire le déficit au Québec, plus de la moitié (54%) des répondants s'entendent pour dire que le gouvernement devrait **surtout réduire ses dépenses**.
6. La presque totalité (92%) des Québécois **sont d'accord** pour dire que chaque fois que le **gouvernement** du Québec annonce un nouveau programme, un nouveau projet ou une nouvelle politique, celui-ci devrait être **obligé d'identifier de façon précise les réductions de dépenses gouvernementales qui seront nécessaires**, ailleurs, pour financer ces nouvelles initiatives.

Profil des répondants

	Total (n= 1004)
Sexe	
Hommes	48%
Femmes	52%
Âge	
18 à 24 ans	11%
25 à 34 ans	16%
35 à 44 ans	19%
45 à 54 ans	21%
55 à 64 ans	16%
65 ans ou plus	18%
Langue maternelle	
Français	79%
Autres	21%
Région	
Montréal RMR	47%
Québec RMR	9%
Est	9%
Centre	16%
Ouest	18%
Est/ Centre/ Ouest	43%
Enfant	
Oui	33%
Non	67%

	Total (n= 1004)
Revenu du ménage	
Moins de 20K\$	9%
20K\$ à 39K\$	21%
40K\$ à 59K\$	19%
60K\$ à 79K\$	15%
80K\$ ou plus	20%
Occupation	
Service/ Vente/ Bureau	22%
Travailleurs manuels	6%
Professionnels	27%
Au foyer	7%
Étudiants	8%
Retraités	26%
Sans emploi	3%
Travailleurs	
Oui	55%
Non	45%
Scolarité	
Primaire/ Secondaire	36%
Collégial	29%
Universitaire	34%

Montréal
Québec
Toronto
Ottawa
Edmonton
Philadelphie
Denver
Tampa



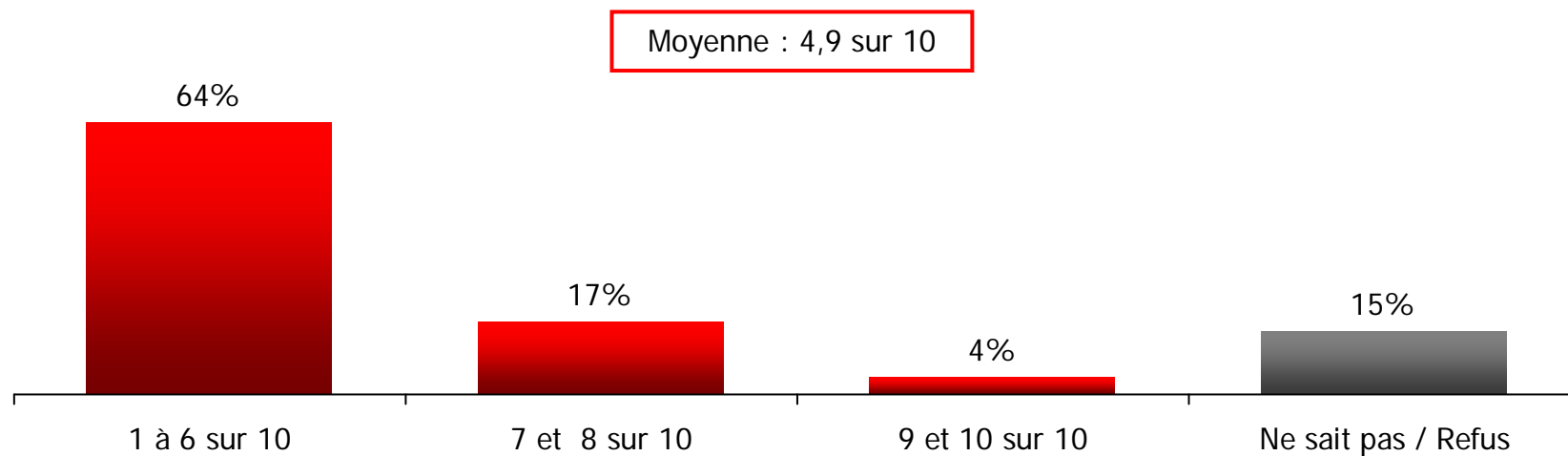
Résultats détaillés

Développement des entreprises pour faire face à concurrence mondiale – Performance du gouvernement actuel

- La majorité (64%) des Québécois accordent une note inférieure à 7 sur 10, pour une note moyenne de 4,9 sur 10, lorsqu'ils évaluent la performance de l'actuel gouvernement du Québec en qui a trait à favoriser le développement des entreprises pour faire face à la concurrence mondiale.
- Les répondants qui accordent une **note inférieure à 7** sont significativement plus nombreux en proportion à être âgés de 25 à 34 ans (71%) et à travailler dans le secteur des services, de la vente et des bureaux (71%).

Q2. Comment évaluez-vous la performance de l'actuel gouvernement du Québec en ce qui a trait à favoriser le développement des entreprises pour faire face à la concurrence mondiale? Veuillez évaluer cette performance sur une échelle de 1 à 10 où 1 signifie très insatisfaisante et 10 très satisfaisante.

Base : Tous les répondants (n=1004)



Développement des entreprises pour faire face à concurrence mondiale – Parti politique provincial le plus apte

- Plus du tiers (35%) des répondants est d'avis que le **Parti libéral du Québec** est le parti politique provincial au Québec le plus susceptible de favoriser le développement des entreprises pour faire face à la concurrence mondiale, alors que plus de trois répondants sur dix (31%) pensent plutôt que le **Parti québécois** serait le parti le plus susceptible d'en favoriser le développement.

Q1. Selon vous, quel parti politique provincial au Québec serait le plus susceptible de favoriser le développement des entreprises pour faire face à la concurrence mondiale?

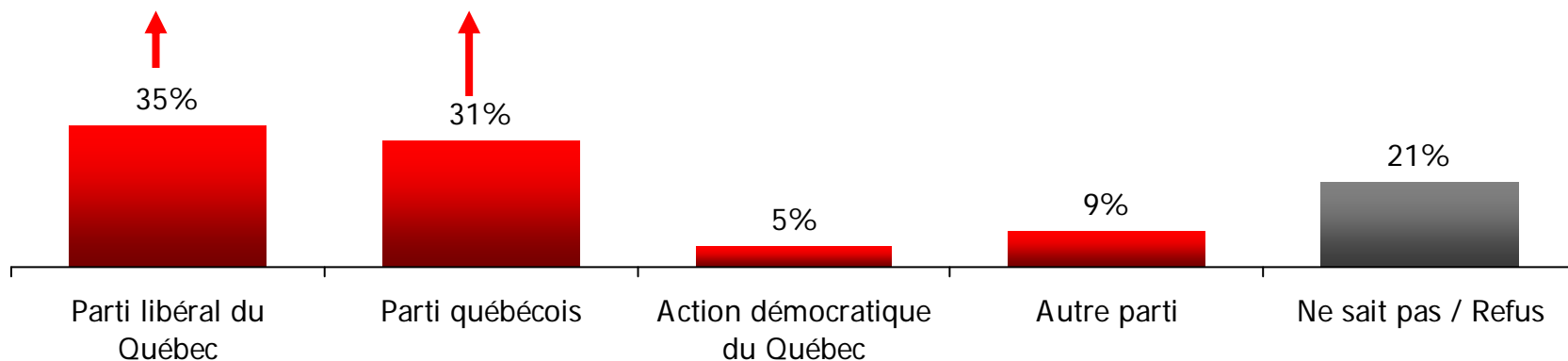
Les groupes de répondants suivants sont significativement plus nombreux en proportion à être d'avis que le **Parti libéral du Québec** est le plus susceptible de favoriser le développement des entreprises pour faire face à la concurrence :

- Non-francophones (58%)
- Personnes de 65 ans ou plus (48%)
- Résidents de la grande région de Québec (46%) et de Montréal (38%)
- Retraités (45%)
- Revenu du foyer de 80K\$ ou plus (41%)
- Gens à scolarité universitaire (40%)
- Ceux qui n'ont pas d'enfant (38%)

Base : Tous les répondants (n=1004)

Les groupes de répondants suivants sont significativement plus nombreux en proportion à être d'avis que le **Parti québécois** est le plus susceptible de favoriser le développement des entreprises pour faire face à la concurrence mondiale :

- Travailleurs manuels (43%)
- Personnes âgées de 35 à 44 ans (38%)
- Francophones (36%)
- Hommes (34%)

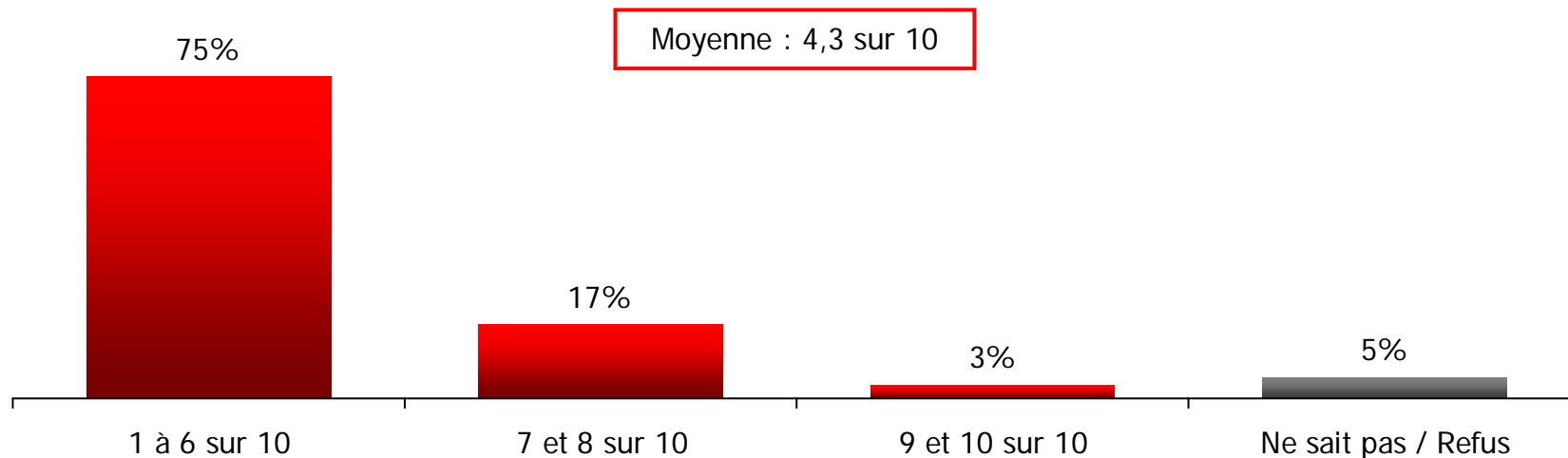


Amélioration du système d'éducation et d'enseignement supérieur québécois – Performance du gouvernement actuel

- Les trois quarts (75%) des Québécois accordent une note inférieure à 7 sur 10, pour une note moyenne de 4,3 sur 10, lorsqu'ils évaluent la performance de l'actuel gouvernement du Québec en qui a trait à l'amélioration du système d'éducation et d'enseignement supérieur québécois afin de développer une main-d'œuvre de qualité.
- Les répondants qui accordent une **note inférieure à 7** sont significativement plus nombreux en proportion à être âgés de 25 à 34 ans (83%).

Q4. Comment évaluez-vous la performance de l'actuel gouvernement du Québec quant à l'amélioration du système d'éducation et d'enseignement supérieur québécois afin de développer une main-d'œuvre de qualité? Veuillez évaluer cette performance sur une échelle de 1 à 10 où 1 signifie très insatisfaisante et 10 très satisfaisante.

Base : Tous les répondants (n=1004)

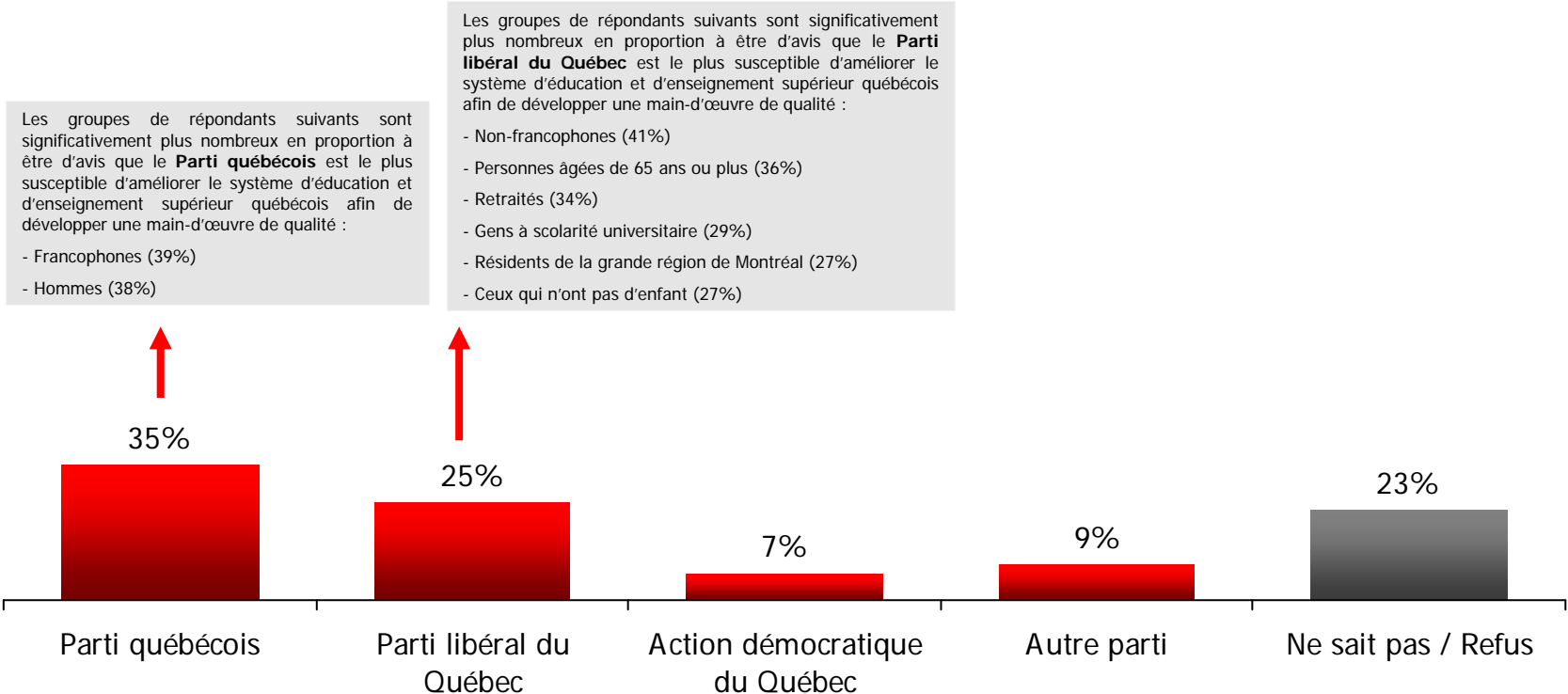


Amélioration du système d'éducation et d'enseignement supérieur québécois – Parti politique provincial le plus apte

- Plus du tiers (35%) des répondants sont d'avis que le **Parti québécois** serait le parti politique provincial au Québec le plus susceptible d'améliorer le système d'éducation et d'enseignement supérieur québécois afin de développer une main-d'œuvre de qualité, alors que le quart (25%) des répondants pensent plutôt que le **Parti libéral du Québec** est le parti politique le plus susceptible d'en favoriser l'amélioration.

Q3. Selon vous, quel parti politique provincial du Québec serait le plus susceptible d'améliorer le système d'éducation et d'enseignement supérieur québécois afin de développer une main-d'œuvre de qualité?

Base : Tous les répondants (n=1004)

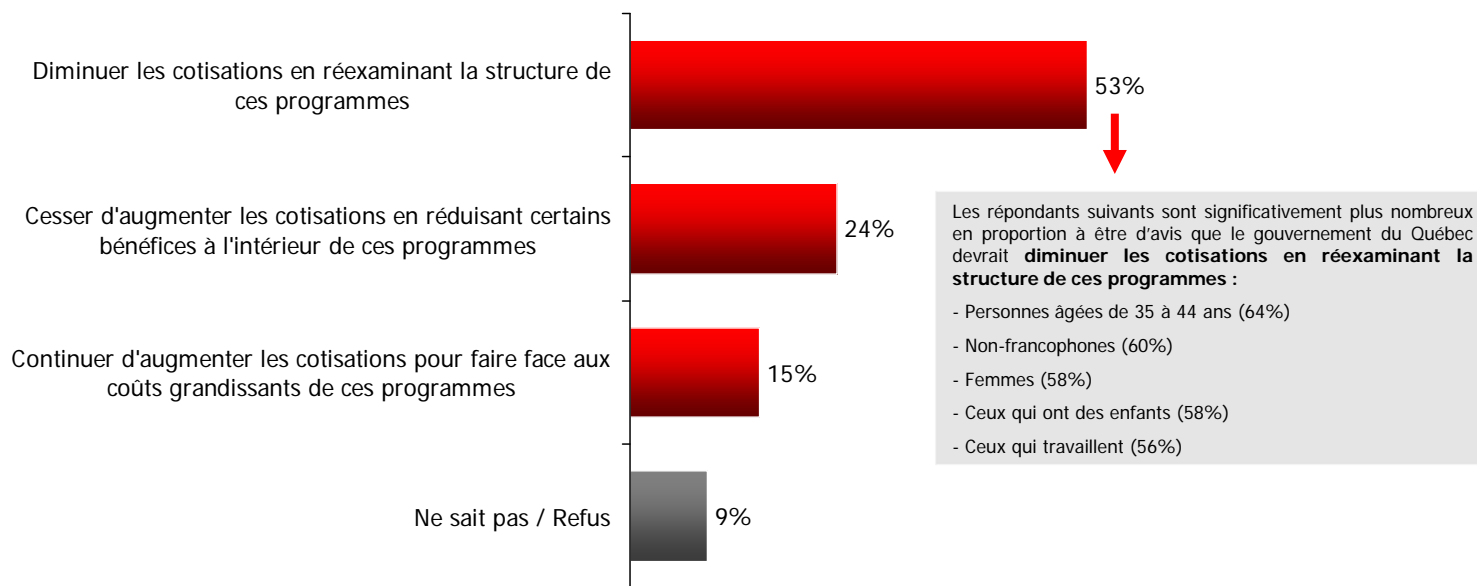


Perception des cotisations gouvernementales prélevées sur les salaires des travailleurs

- Dans le contexte actuel, où les cotisations payées par les employeurs québécois augmentent de façon régulière et sont estimées comme étant 30% plus élevées qu'en Ontario, plus de la moitié (53%) des répondants sont d'avis que le gouvernement du Québec devrait diminuer les cotisations en réexaminant la structure de ces programmes.

Q5. Au-delà des impôts, les gouvernements prélèvent sur chaque paie des cotisations basées sur les salaires des travailleurs, notamment pour financer le Régime des rentes du Québec, l'assurance-emploi et la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST). Les cotisations payées par les employeurs québécois augmentent de façon régulière et on estime qu'elles sont 30% plus élevées qu'en Ontario. Dans ce contexte, le gouvernement du Québec devrait-il...

Base : Tous les répondants (n=1004)

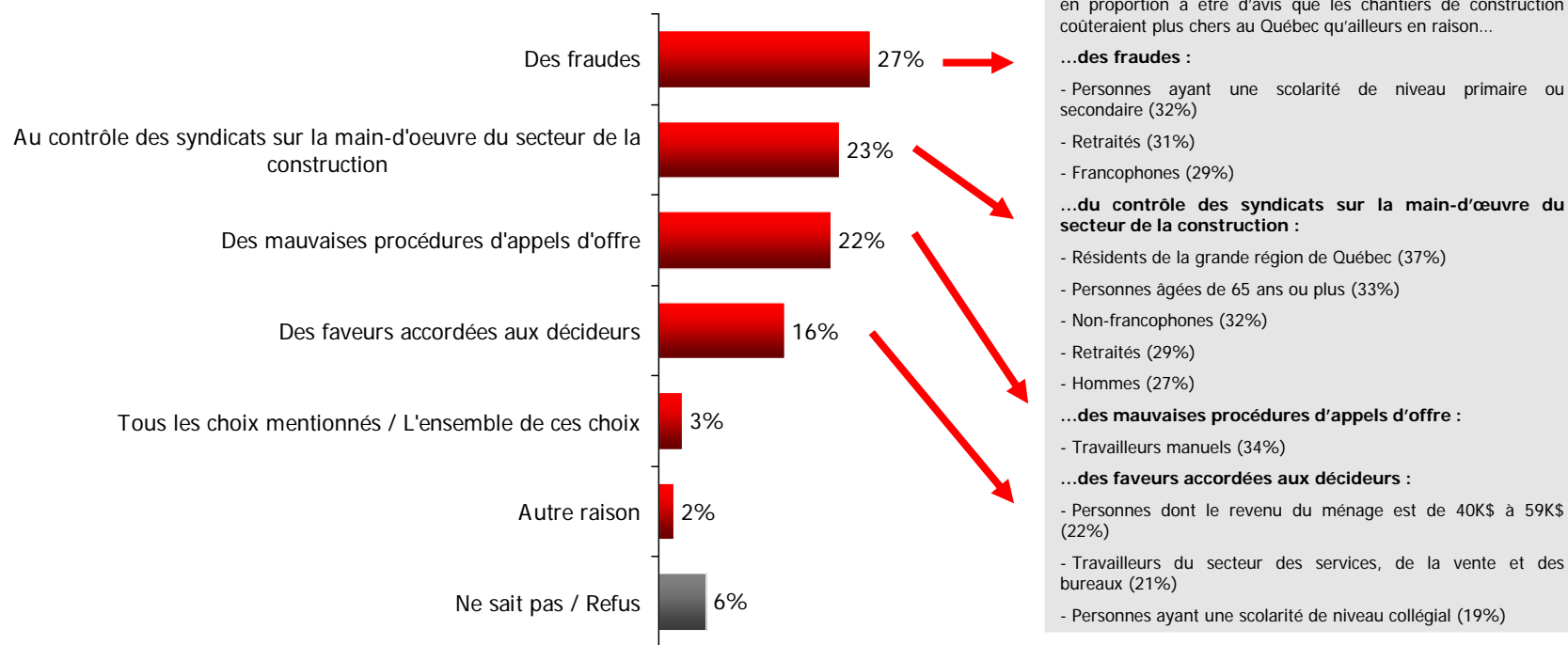


Raisons du coût élevé des chantiers de construction au Québec

- Les répondants sont divisés quant aux raisons expliquant pourquoi les chantiers de construction coûtent plus cher au Québec qu'ailleurs. Ils blâment les fraudes (27%), le contrôle des syndicats sur la main-d'œuvre du secteur de la construction (23%) et les mauvaises procédures d'appel d'offres (22%).

Q6. Selon certains, les chantiers de construction coûteraient plus chers au Québec qu'ailleurs. Selon vous, est-ce principalement dû à...

Base : Tous les répondants (n=1004)

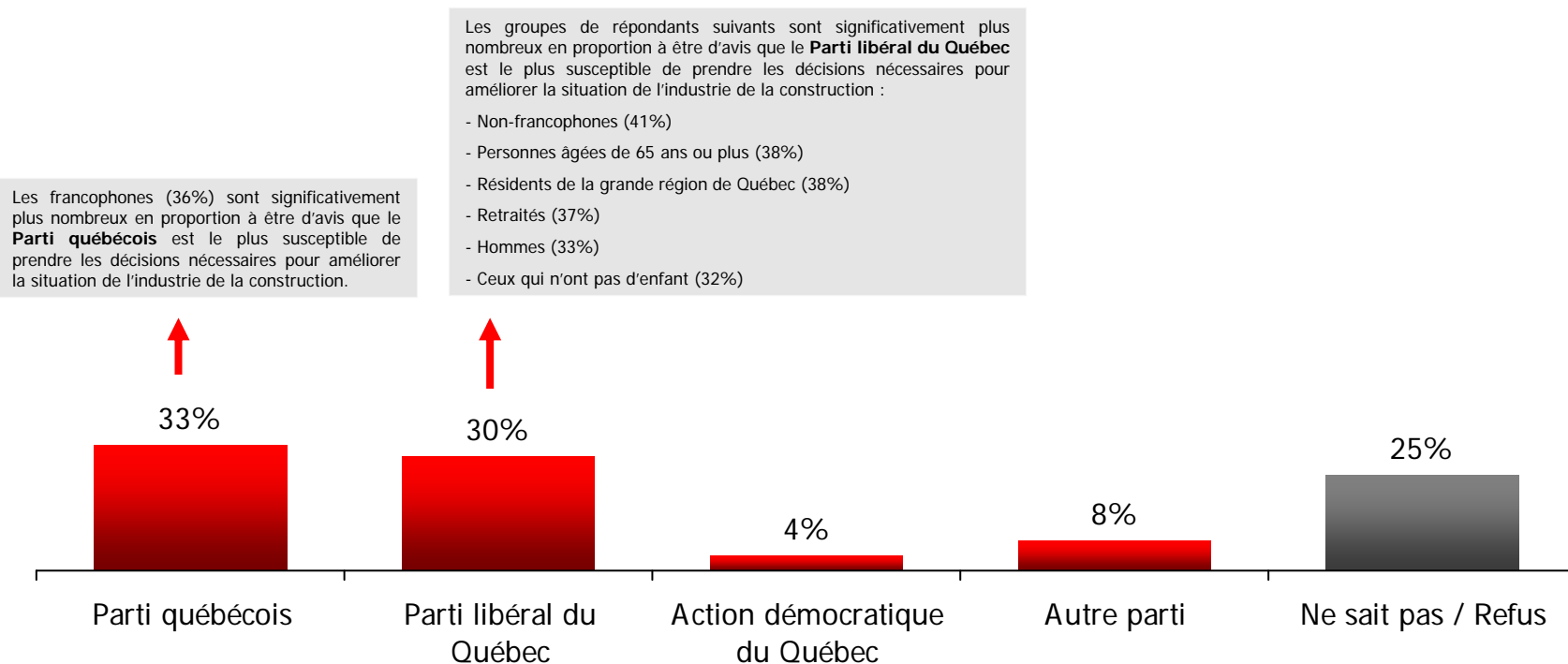


Amélioration de la situation de l'industrie de la construction – Parti politique provincial le plus apte

- Le tiers (33%) des répondants est d'avis que le **Parti québécois** serait le parti politique provincial au Québec le plus susceptible de prendre les décisions nécessaires pour améliorer la situation de l'industrie de la construction, alors que 30% des répondants pensent plutôt que le **Parti libéral du Québec** est le parti politique le plus susceptible de prendre les décisions nécessaires pour améliorer la situation.

Q7. Selon vous, quel parti politique provincial au Québec est le plus susceptible de prendre les décisions nécessaires pour améliorer la situation de l'industrie de la construction?

Base : Tous les répondants (n=1004)

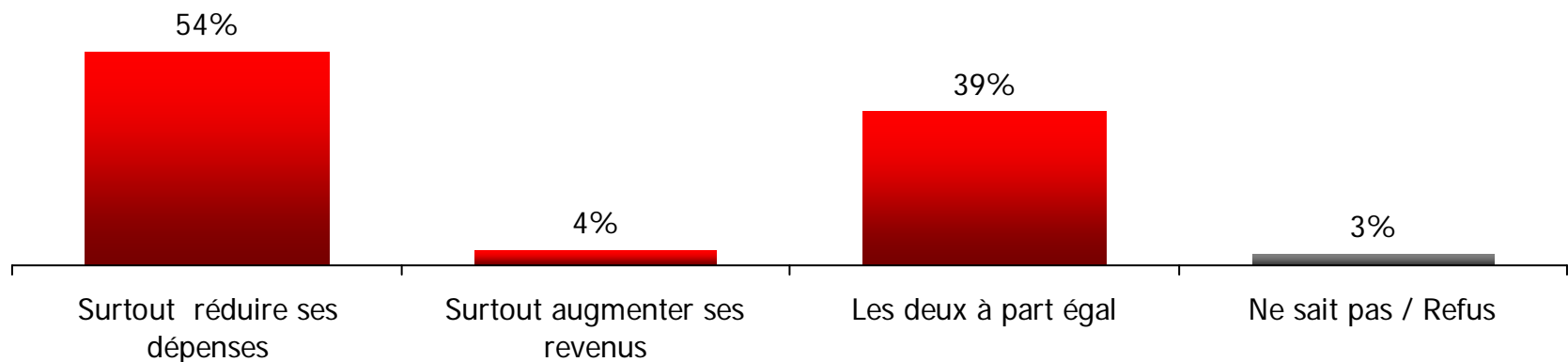


Gestion des finances publiques – Approche à privilégier par le gouvernement pour réduire le déficit

- Plus de la moitié (54%) des répondants pensent que, pour réduire le déficit au Québec, le gouvernement devrait surtout réduire ses dépenses.
- Il faut souligner que les personnes âgées de 45 à 54 ans (62%), les retraités (61%), les femmes (59%) et ceux ayant une scolarité de niveau primaire ou secondaire (59%) sont significativement plus nombreux en proportion à être d'avis que pour réduire le déficit au Québec, le gouvernement devrait **surtout réduire ses dépenses**.

Q8. Pour réduire le déficit au Québec, le gouvernement devrait-il...

Base : Tous les répondants (n=1004)

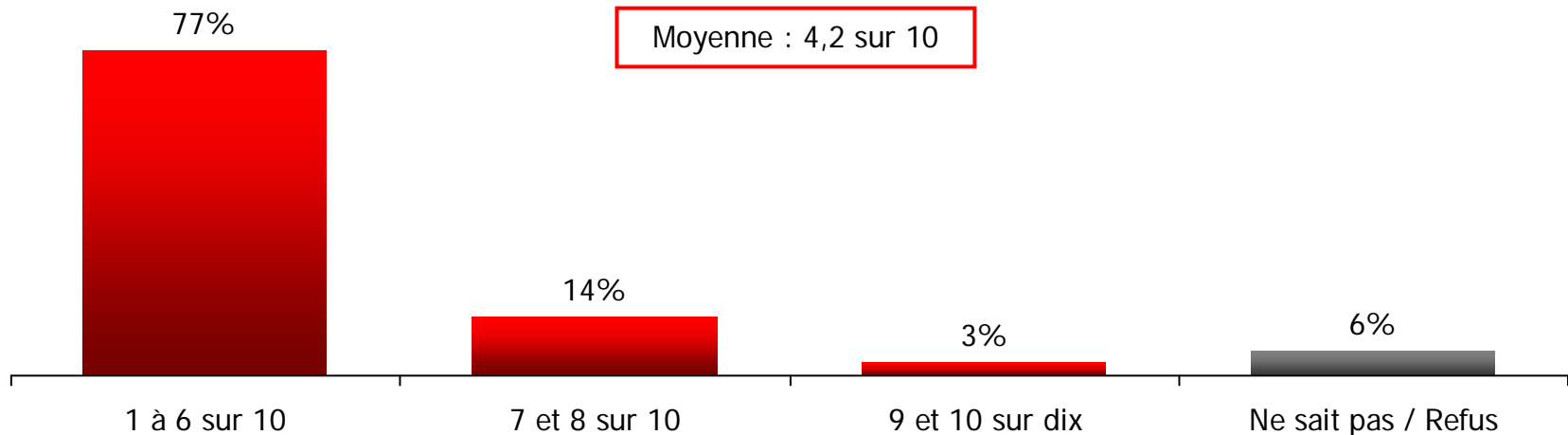


Gestion des finances publiques – Performance de l'actuel gouvernement du Québec

- Plus des trois quarts (77%) des Québécois accordent une note inférieure à 7 sur 10, pour une note moyenne de 4,2 sur 10, lorsqu'ils évaluent la performance de l'actuel gouvernement du Québec quant à sa gestion des finances publiques.
- Les répondants qui accordent une **note inférieure à 7** sont significativement plus nombreux en proportion à travailler dans le secteur des services, de la vente et des bureaux (86%).

Q9. Comment évaluez-vous la performance de l'actuel gouvernement du Québec quant à sa gestion des finances publiques? Veuillez évaluer cette performance sur une échelle de 1 à 10 où 1 signifie très insatisfaisante et 10 très satisfaisante.

Base : Tous les répondants (n=1004)

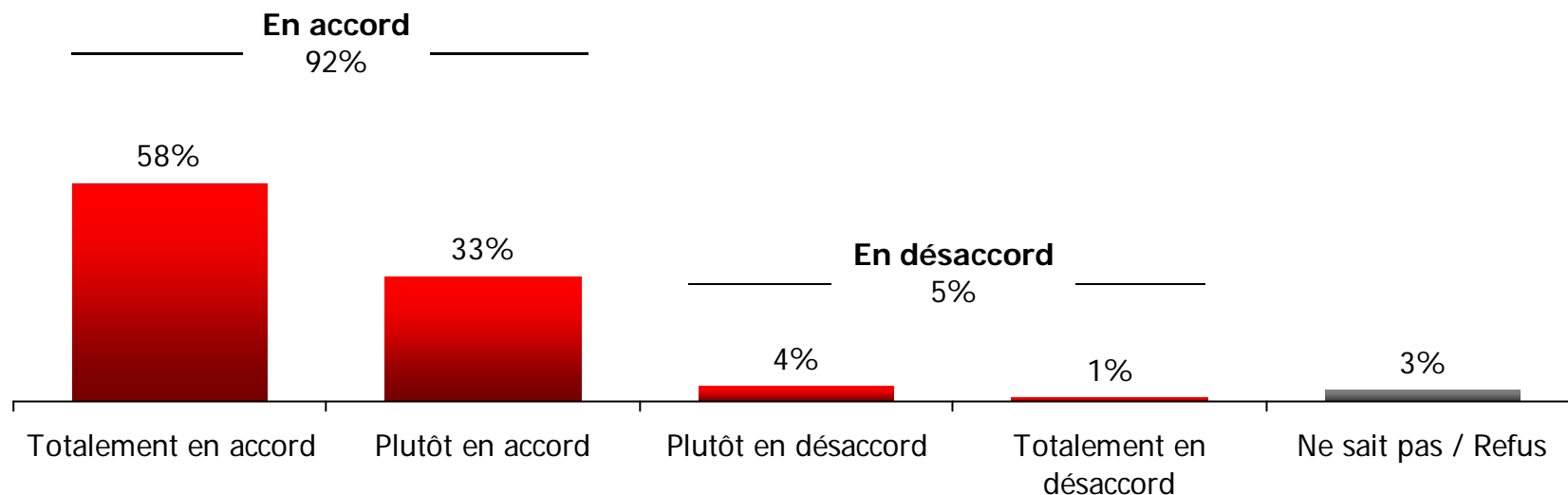


Gestions des finances publiques – Financement des nouvelles initiatives

- La grande majorité (92%) des répondants sont d'accord avec l'énoncé « Chaque fois que le gouvernement du Québec annonce un nouveau programme, un nouveau projet ou une nouvelle politique, celui-ci devrait être obligé d'identifier de façon précise les réductions de dépenses gouvernementales qui seront nécessaires, ailleurs, pour financer ces nouvelles initiatives ».
- Il est à noter que les retraités (96%) et les femmes (94%) sont encore plus nombreux en proportion à **être en accord avec l'énoncé**.

Q10. À quel point êtes-vous d'accord avec l'énoncé suivant : Chaque fois que le gouvernement du Québec annonce un nouveau programme, un nouveau projet ou une nouvelle politique, celui-ci devrait être obligé d'identifier de façon précise les réductions de dépenses gouvernementales qui seront nécessaires, ailleurs, pour financer ces nouvelles initiatives.

Base : Tous les répondants (n=1004)



Contact et coordonnées

Pour plus d'information au sujet de cette étude, veuillez contacter :

Aranca Pedraz-Delhaes

Chargée de recherche

apedrazdelhaes@legermarketing.com

514-982-2464